

2.2.3. voor het ambt van leraar, in het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie een dienstanciënniteit van ten minste 2 jaar tellen, vanaf de leeftijd van 24 of 26 jaar naargelang het ambt uitgeoefend wordt in het lager secundair onderwijs of in het hoger secundair of hoger onderwijs;

2.2.4. voor het ambt van studiemeester-opvoeder, een dienstanciënniteit van ten minste 2 jaar tellen, vanaf de leeftijd van 22 jaar, in het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 4. Artikel 115 van hetzelfde decreet wordt met onderstaande leden aangevuld :

« De aanpassing van de lestijdendotatie voor de leergangen georganiseerd ingevolge die overeenkomsten gebeurt naar rata van de lestijden, opgenomen uit de dotatie voor de organisatie van die leergangen.

Het aantal lestijden-leerlingen voor die leergangen wordt berekend overeenkomstig artikel 106 van voormeld decreet ».

Art. 5. Artikel 120 van voormeld decreet van 16 april 1991 wordt gewijzigd als volgt :

1. Het le lid wordt aangevuld als volgt :

« Deze staat onder het gezag van een opvoedkundig beheerder, ook belast met het opvoedkundig beheer van het onderwijs voor sociale promotie ».

2. Onderstaand lid wordt toegevoegd :

« Zo ook mag de Executieve op dezelfde datum als voor de in vorig lid bedoelde inspecteurs, de inspecteur op 30 juni 1991 belast met de coördinatie van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie, benoemen in de betrekking die ze opricht in het hoofdamt van opvoedkundig beheerder ».

Art. 6. Artikel 19, 2e lid, van voormeld decreet wordt door onderstaand lid vervangen :

« De ondervoorzitter is de opvoedkundig beheerder van het onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 7. Artikel 131, 3e lid, van voormeld decreet wordt door onderstaand lid vervangen :

« De artikelen 9, 13 en 14 van hetzelfde koninklijk besluit worden op 1 september 1992 opgeheven ».

Art. 8. Artikel 132 van hetzelfde decreet wordt door onderstaande bepaling vervangen :

« Op 1 september 1992 wordt het koninklijk besluit nr. 64 d.d. 20 juli 1982 tot vaststelling van de schoolbevoelingsminima voor sommige afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, opgeheven ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 1993.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mme DE GALAN

F 93 — 792

4 FEVRIER 1993. — Décret portant statuts de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'Académie royale de langue et de littérature françaises, appelée ci-après l'Académie, jouit de la personnalité civile et a son siège à Bruxelles.

Art. 2. L'Académie se consacre à l'étude, à la pratique et à la promotion de la langue et de la littérature françaises.

L'Académie donne son avis dans les domaines de son ressort, de sa propre initiative, à la demande de l'Exécutif de la Communauté française, ci-après dénommé « l'Exécutif » ou à celle de tout autre pouvoir public.

Art. 3. L'Académie peut être associée à toute initiative prise en vue de promouvoir la langue et la littérature françaises.

Elle peut être chargée par la Communauté française de représenter celle-ci auprès des institutions internationales.

Art. 4. L'Académie accueille, suscite et récompense les travaux relatifs à ses différentes missions. Elle prend à cet égard toute initiative qu'elle juge utile.

L'Académie peut instituer des concours dont elle arrête les règlements particuliers.

Elle publie les travaux de ses membres et ceux des chercheurs et des écrivains qui lui paraissent les plus remarquables. Elle publie un annuaire, un bulletin ainsi que tous ouvrages ou mémoires intéressant la littérature, l'histoire littéraire ou la philologie. Elle a la charge d'assurer la publication régulière de la Bibliographie des écrivains de la communauté française de Belgique.

(1) Session 1992-1993.

Art. 5. Placée sous la haute protection du Roi et de l'Exécutif, l'Académie groupe des personnalités qui, par leurs travaux, leurs écrits ou leurs discours, ont contribué de la façon la plus éminente, en Belgique ou à l'étranger, à l'illustration de la langue française en étudiant ses origines et son évolution, en publiant des ouvrages d'imagination ou de critique, en analysant ses modes d'expression et ses réalisations.

Art. 6. L'Académie comprend des membres appartenant à la communauté française de Belgique et des membres étrangers représentatifs de la langue française et de la francophonie.

Le nombre des membres appartenant à la communauté française de Belgique est fixé à trente dont vingt choisis au titre littéraire et dix au titre philologique.

Le nombre des membres étrangers est fixé à dix. Les membres étrangers assistent aux séances de l'Académie. Ils ne participent pas à l'élection des membres appartenant à la communauté française de Belgique.

Art. 7. Les membres de l'Académie sont élus au scrutin secret par l'Académie siégeant en séance plénière. Nul ne peut faire acte de candidature.

Art. 8. Pour proposer leurs candidats à l'élection, les membres de l'Académie se réunissent en deux sections : la section littéraire et la section philologique, chacune d'elles désignant son directeur de séance.

Art. 9. Sans préjudice des compétences attribuées à la Commission administrative, la direction de l'Académie est assurée par un bureau constitué du directeur, du vice-directeur et du secrétaire perpétuel, tous trois élus parmi les membres appartenant à la communauté française de Belgique.

Le bureau organise et préside les manifestations internes et externes de l'Académie.

Art. 10. Le directeur et le vice-directeur sont élus pour un an. Ils ne sont pas immédiatement rééligibles dans les mêmes fonctions.

Le directeur sortant reste une année à la disposition de la Commission administrative.

Art. 11. Le directeur préside les séances et fait partie de toutes les commissions de l'Académie. En cas d'empêchement, il est remplacé par le vice-directeur.

Il met en délibération les différents objets qui sont de la compétence de l'Académie; il recueille les votes des membres et proclame les résolutions prises à la majorité des voix.

Art. 12. La Commission administrative nommée chaque année par l'Académie comprend le directeur, le vice-directeur, le secrétaire perpétuel et deux membres appartenant à la communauté française de Belgique choisis, l'un au titre littéraire, l'autre au titre philologique. Ces deux membres sont nommés pour une période de trois ans renouvelable.

Le directeur préside la Commission administrative. En cas d'empêchement, il est remplacé par le vice-directeur.

Art. 13. Les membres appartenant à la communauté française de Belgique élisent, parmi eux, le secrétaire perpétuel. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des membres présents. Cette majorité ne peut être inférieure à onze voix.

Le secrétaire perpétuel ne peut exercer d'autres fonctions rétribuées sans l'autorisation de la Commission administrative. Il est admis à la retraite à la fin de l'année civile au cours de laquelle il a accompli sa septante-cinquième année; il porte, alors, le titre de secrétaire perpétuel honoraire.

Art. 14. Le secrétaire perpétuel tient le registre des délibérations; il signe avec le directeur les résolutions, les motions et les procès-verbaux; il reçoit les documents adressés à l'Académie. Lorsque, par suite de maladie ou d'autre empêchement légitime, le secrétaire perpétuel ne peut assister aux séances, il s'y fait remplacer par le secrétaire perpétuel honoraire, le doyen d'élection ou, à défaut, par un membre de son choix.

Art. 15. L'Académie arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation de l'Exécutif et publié au *Moniteur belge*.

Le règlement et les modifications de celui-ci sont adoptés par les membres appartenant à la communauté française de Belgique à la majorité des deux tiers, deux tiers des membres appartenant à la communauté française de Belgique devant, en outre, être présents. Si, lors d'une première séance, ce quorum de présence n'est pas atteint, une nouvelle séance est tenue au cours de laquelle le vote est acquis à la majorité des deux tiers, quel que soit le nombre des membres présents appartenant à la communauté française de Belgique.

Les propositions de modification sont présentées par cinq membres au moins. Elles sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine séance de l'Académie et dans les lettres de convocation.

Art. 16. Les ressources financières de l'Académie sont constituées par une dotation annuelle inscrite au budget de la Communauté française ainsi que par les revenus de son patrimoine, et par le produit de la vente de ses publications.

Art. 17. Chaque année, la Commission administrative établit et adopte le budget et les comptes de l'Académie et les soumet à l'approbation de l'Exécutif.

Art. 18. La Commission administrative représente l'Académie à l'égard des tiers.

Elle est en justice, au nom de l'Académie, tant en demandant qu'en défendant, poursuites et diligences du secrétaire perpétuel.

La Commission administrative gère et administre les propriétés foncières et mobilières de l'Académie, les fondations, donations et legs.

A cet effet, elle charge le secrétaire perpétuel de faire toutes opérations de comptabilité relatives à cette gestion, de surveiller les recettes et les dépenses annuelles, de rédiger les comptes de chaque année.

Art. 19. L'Exécutif arrête, après avis de l'Académie, le statut du secrétaire perpétuel et met à la disposition de l'Académie le personnel scientifique, administratif et technique nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

Art. 20. L'Académie ne peut posséder, en propriété ou autrement que les immeubles qui sont nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Les donations entre vifs ou par testament, à son profit, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil, l'Exécutif assumant les missions y confiées au Roi. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour les libéralités purement mobilières, dont la valeur n'excède pas 100 000 francs et qui ne sont pas grevées de charges.

L'autorisation n'est pas accordée quand l'auteur de la libéralité lui a attribué une affectation étrangère aux missions attribuées à l'Académie.

L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

Art. 21. L'Académie succède aux droits et obligations de l'Académie royale de langue et de littérature françaises instituée par l'arrêté royal du 19 août 1920 qui est relatif à l'institution d'une Académie royale de langue et de littérature françaises et à ses statuts organiques.

Les membres de l'Académie royale de langue et de littérature françaises en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent décret gardent leur qualité dans l'Académie.

Art. 22. § 1^{er}. L'arrêté royal du 19 août 1920, portant statuts de l'Académie tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 novembre 1934, 18 décembre 1939 et 6 janvier 1965 est abrogé.

§ 2. Dans l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1924 accordant la personnification civile à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de langue et de littérature françaises et à l'Académie royale de Médecine, les mots « l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises » sont supprimés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 février 1993.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Éducation,

Elio DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

VERTALING

N 93 — 792

**4 FEBRUARI 1993. — Decreet houdende de statuten van de
« Académie royale de Langue et de Littérature françaises » (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De « Académie royale de Langue et de Littérature françaises », hierna de « Académie » genoemd, bezit de rechtspersoonlijkheid en heeft haar zetel te Brussel.

Art. 2. De « Académie » houdt zich bezig met de studie, de beoefening en de bevordering van de Franse taal- en letterkunde.

De « Académie » brengt, op eigen initiatief, op het verzoek van de Executieve van de Franse Gemeenschap, hierna « de Executieve » genoemd, of op het verzoek van gelijk welk andere openbare macht, advies uit over de materies die tot haar bevoegdheid behoren.

Art. 3. De « Académie » kan betrokken worden bij elk initiatief ter bevordering van de Franse taal- en letterkunde. De Franse Gemeenschap kan de « Académie » belasten haar te vertegenwoordigen bij de internationale instellingen.

Art. 4. De « Académie » neemt de werken in ontvangst die verband houden met haar verschillende opdrachten, moedigt ze aan en deelt beloningen uit. Daartoe neemt zij gelijk welk initiatief dat zij nodig acht.

De « Académie » kan wedstrijden inrichten waarvan zij de bijzondere reglementen bepaalt. Zij publiceert de werken van haar leden en die van de vorsers en de auteurs die haar het meest merkwaardig schijnen. Zij laat een jaarboek verschijnen, een bulletin alsook alle werken of verhandelingen met betrekking tot de literatuur, de literatuurgeschiedenis of de filologie. Zij is belast met de regelmatige publicatie van de Bibliografie van de auteurs van de Franse Gemeenschap van België.

Art. 5. De « Académie » staat onder de hoge bescherming van de Koning en de Executieve en bestaat uit persoonlijkheden die met hun werken, hun geschriften, of hun toespraken op de meest schitterende wijze in België of in het buitenland bijgedragen hebben tot de luister van de Franse taal door het bestuderen van haar oorsprong en haar evolutie, door het publiceren van fictie- of kritiekwerken, door het ontleden van haar uitdrukkingwijzen en haar verwezenlijkingen.

Art. 6. De « Académie » bestaat uit leden die tot de Franse Gemeenschap van België behoren en uit buitenlandse leden die representatief zijn voor de Franse taal en de francophonie.

Het aantal leden dat tot de Franse Gemeenschap van België behoort, wordt vastgesteld op dertig onder wie twintig letterkundigen en tien filologen.

Het aantal buitenlandse leden wordt vastgesteld op tien. De buitenlandse leden wonen de zittingen van de « Académie » bij. Zij nemen geen deel aan de verkiezing van de leden die tot de Franse Gemeenschap van België behoren.

Art. 7. De leden van de « Académie » worden bij geheime stemming door de « Académie » in voltallige vergadering gekozen.

Niemand mag zich kandidaat stellen.

Art. 8. Om hun kandidaten voor de verkiezing voor te dragen, vergaderen de leden van de « Académie » in twee afdelingen : de letterkundige afdeling en de taalkundige afdeling. Elke afdeling wijst haar directeur van de zitting aan.

(1) Zitting 1992-1993.

Documenten van de Raad. — Nrs. 76 — nr. 1 : Voorstel van decreet, nr. 2 : Verslag.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 januari 1993.

Art. 9. Onverminderd de bevoegdheden die aan de Bestuurscommissie worden toegewezen, wordt de directie van de « Académie » door een bureau waargenomen dat bestaat uit de directeur, de onderdirecteur en de vast secretaris, alle drie gekozen onder de leden die tot de Franse Gemeenschap van België behoren.

Het bureau organiseert en zit de interne en externe manifestaties van de « Académie » voor.

Art. 10. De directeur en de onderdirecteur worden voor een periode van één jaar gekozen. Zij kunnen niet onmiddellijk onder dezelfde voorwaarden herkozen worden.

De uitredende directeur blijft een jaar lang ter beschikking van de Bestuurscommissie.

Art. 11. De directeur zit de vergaderingen voor en is lid van alle commissies van de « Académie ». In geval van verhindering wordt hij vervangen door de onderdirecteur.

Hij brengt elke materie die tot de bevoegdheid van de « Académie » behoort in bespreking, hij verzamelt de stemmen van de leden en geeft de resoluties te kennen die bij meerderheid der stemmen werden genomen.

Art. 12. De Bestuurscommissie die elk jaar door de « Académie » benoemd wordt, bestaat uit de directeur, de onderdirecteur, de vast secretaris en twee leden van de Franse Gemeenschap van België die gekozen worden, de ene als letterkundige, de andere als taalkundige. Beide leden worden voor een hernieuwbare periode van drie jaar benoemd.

De directeur zit de Bestuurscommissie voor. In geval van verhindering, vervangt de ondervoorzitter hem.

Art. 13. De leden die tot de Franse Gemeenschap van België behoren, kiezen onder hen de vast secretaris. De verkiezing gebeurt bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid der aanwezige leden. Deze meerderheid mag niet minder dan elf stemmen bedragen.

De vast secretaris mag geen andere bezoldigde functie uitoefenen zonder de toestemming van de Bestuurscommissie. Hij wordt in ruste gesteld op het einde van het burgerlijk jaar waarin hij de volledige leeftijd van vijftienzeventig jaar bereikt heeft en hij voert de titel van vast secretaris eershalve.

Art. 14. De vast secretaris houdt het register van de deliberaties bij; hij tekent met de directeur de resoluties, de moties en de notulen; hij neemt de documenten in ontvangst die aan de « Académie » worden gestuurd. Wanneer de vast secretaris de zittingen niet kan bijwonen wegens ziekte of andere gewettigde verhindering, laat hij zich vervangen door de eershalve vast secretaris, de deken bij de verkiezingen of, bij ontstentenis, een door hem gekozen lid.

Art. 15. De « Académie » stelt haar huishoudelijk reglement vast dat aan de Executieve ter goedkeuring wordt voorgelegd en in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Het reglement en zijn wijzigingen worden aangenomen door de leden van de Franse Gemeenschap van België bij meerderheid van de twee derde der stemmen, met dien verstande dat twee derde van de leden die tot de Franse Gemeenschap van België behoren, aanwezig moeten zijn. Zo er tijdens een eerste zitting het quorum van de aanwezigen niet wordt bereikt, dan wordt een nieuwe zitting samengeroepen waarbij de stemming geldig is verklaard bij meerderheid van de twee derde der stemmen, ongeacht het aantal aanwezige leden die tot de Franse Gemeenschap van België behoren.

De voorstellen tot wijziging worden door ten minste vijf leden ingediend. Zij worden op de agenda van de volgende zitting van de « Académie » gezet en in de oproepingsbrieven vermeld.

Art. 16. De financiële middelen van de « Académie » bestaan uit een jaarlijkse dotatie die uitgetrokken wordt op de begroting van de Franse Gemeenschap alsook uit de inkomsten van haar vermogen en uit de opbrengst van de verkoop van haar publicaties.

Art. 17. Om het jaar stelt de Bestuurscommissie de begroting en de rekeningen op van de « Académie », neemt ze aan en legt ze ter goedkeuring aan de Executieve voor.

Art. 18. De Bestuurscommissie vertegenwoordigt de « Académie » ten overstaan van derden.

Zij treedt in rechte op in naam van de « Académie », zowel om te eisen als om te verweren, op vervolging en ten verzoeken van de vast secretaris.

De Bestuurscommissie beheert en heeft het bestuur over de roerende en de grondeigendom van de « Académie », de stichtingen, schenkingen en legaten.

Te dien einde belast zij de vast secretaris ermee al de boekhoudkundige bewerkingen uit te voeren met betrekking tot dit beheer, toezicht te houden over de jaarlijkse ontvangsten en uitgaven, en elk jaar de rekeningen op te maken.

Art. 19. De Executieve stelt, na advies van de « Académie », het statuut van de vast secretaris vast en stelt het nodig wetenschappelijk, administratief en technisch personeel ter beschikking van de « Académie » voor de uitvoering van haar opdrachten.

Art. 20. De « Académie » mag in eigendom of op een andere manier slechts de eigendommen bezitten die nodig zijn voor het vervullen van haar opdrachten.

De schenkingen onder de levenden of bij testament ten voordele van de « Académie » hebben slechts gevolg voor zover daartoe machtiging wordt verleend, overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, waarbij de Executieve de opdrachten uitvoert waarmee de Koning werd belast. Deze machtiging is evenwel niet vereist voor de louter roerende giften, waarvan de waarde niet hoger is dan 100 000 frank en die niet met lasten bezwaard zijn.

De machtiging wordt niet verleend wanneer de giftenschenker haar een bestemming heeft toegewezen die niets te maken heeft met de opdrachten die aan de « Académie » werden toevertrouwd.

Het besluit dat de aanneming toelaat van een gift waarin een gebouw begrepen is, bepaalt zo nodig de termijn waarin het gebouw moet gerealiseerd worden.

Art. 21. De « Académie » volgt de Koninklijke Academie voor Franse Taal- en Letterkunde op in rechten en plichten die opgericht werd bij het koninklijk besluit van 19 augustus 1920 dat betrekking heeft op de oprichting van een Koninklijke Academie voor Franse Taal- en Letterkunde en op haar organieke statuten.

De leden van de Koninklijke Academie voor Franse Taal- en Letterkunde die bij de inwerkingtreding van dit decreet nog in functie waren, behouden hun hoedanigheid in de « Académie ».

Art. 22. § 1. Het koninklijk besluit van 19 augustus 1920 houdende de statuten van de « Académie » zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 november 1934, 18 december 1939 en 6 januari 1965 wordt opgeheven.

§ 2. In artikel 1 van de wet van 2 augustus 1924 houdende toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, aan de Vlaamse Koninklijke Academie, aan de Koninklijke Academie voor Franse Taal- en Letterkunde en aan de Koninklijke Academie voor Geneeskunde, worden de woorden « Koninklijke Academie voor Franse Taal- en Letterkunde » geschrapt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 4 februari 1993.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,
B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mme M. DE GALAN

F 93 — 793

**18 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant création du Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en son article 4, 1^o;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 25 février 1985 portant création du Conseil de la Langue française;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;
Vu l'urgence,
Considérant la nécessité d'installer sans tarder le Conseil supérieur de la Langue française dans le cadre du suivi du Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 février 1992;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 novembre 1992;
Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, ayant la Culture et la Communication dans ses attributions;
Vu la délibération de l'Exécutif du 7 décembre 1992,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé un Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française, ci-après dénommé le Conseil.

Art. 2. Le Conseil est chargé :

- 1^o de donner un avis, soit d'initiative, soit à la demande de l'Exécutif ou du membre de l'Exécutif ayant la politique de la langue française dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, sur toute question relative à la langue française et à la francophonie;
- 2^o d'être attentif à l'évolution de la situation linguistique en Communauté française quant à la place de la langue française et à sa qualité et communiquer à l'Exécutif ses constatations et ses conclusions;
- 3^o de proposer au Ministre un programme de recherches et de lui donner un avis sur les dispositions à prendre en vue d'en assurer l'exécution;
- 4^o de proposer toute action de sensibilisation susceptible de promouvoir la langue française auprès de la population, des pouvoirs publics et des milieux concernés.

Art. 3. Le Conseil coopère avec les organismes consultatifs et les services des Etats de langue française, ayant compétence en matière de politique de la langue française.

Art. 4. Le Conseil présente annuellement un rapport à l'Exécutif sur l'exercice écoulé et sur les perspectives d'avenir qui peuvent s'en dégager.

Art. 5. § 1^{er}. Le Conseil se compose de membres de droit et de membres désignés par le Ministre.

§ 2 Les membres de droit sont :

- 1^o les membres du Haut Conseil de la Francophonie, ressortissant de la Communauté française;
- 2^o un membre du Conseil international de la Langue française ressortissant de la Communauté française, à commencer par son président, ou à défaut son vice-président, ou un des membres élus par ses pairs;
- 3^o le secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Langue et de littérature françaises;
- 4^o le secrétaire perpétuel de l'Académie royale des Sciences, des Beaux-Arts et des Lettrés;
- 5^o les recteurs des Universités de Bruxelles, Liège et Louvain-la-Neuve;
- 6^o les secrétaires généraux des deux Ministères de la Communauté française;
- 7^o l'administrateur général à la formation et à l'enseignement du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;
- 8^o le directeur général de la Culture et de la Communication;
- 9^o le directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;
- 10^o le directeur général de l'organisation des études;